

Contre sommet de Louvain, Pour un enseignement supérieur libre, gratuit, émancipateur

Alors que les mobilisations en France se poursuivent contre une politique de l'enseignement supérieur et de la recherche qui participe d'un projet de transformation néolibérale de la société, deux conceptions de l'enseignement supérieur en Europe se sont exprimées à Louvain, à l'occasion des dix ans du processus de Bologne.

La déclaration des quarante-six ministres de l'enseignement supérieur présents a défini des perspectives européennes pour 2020. Si l'objectif de « *renforcer la capacité des étudiants à devenir des citoyens actifs et responsables* » y est annoncé, il ne donne lieu à aucun développement. Pas la moindre proposition de mise en œuvre concrète. Par contre, le développement des compétences pour s'intégrer dans le marché du travail, puis s'adapter à ses évolutions rapides, occupe une large part du texte. De même, le terme « coopération » apparaît ici et là, alors que les notions de concurrence et d'attractivité des étudiants ou des « meilleurs » enseignants et chercheurs sont omniprésentes. Enfin, le financement public est affirmé comme un « *moyen prioritaire pour assurer un accès équitable aux études et un développement autonome des établissements* ». Mais la phrase suivante remet les choses en ordre : « *une grande attention devra être accordée à la recherche de sources et méthodes de financement nouvelles et diversifiées* ». Comprendra qui voudra.

Pour les ministres, l'objectif est explicitement la poursuite et l'achèvement du processus officiellement ouvert à Bologne en 1999. Un processus de transformation de l'enseignement supérieur en Europe dont ils jugent très positif le bilan des dix premières années.

Or, le contre-sommet s'est justement ouvert par une séance de bilan pays par pays (Angleterre, Danemark, Belgique, France, Allemagne, Espagne, Italie) qui a permis de saisir concrètement la transformation des systèmes nationaux d'enseignement supérieur : voir l'annexe ci-après. Une même direction est effectivement suivie partout en Europe. Certes, selon des modalités et des rythmes différents. Mais l'ensemble est édifiant :

- Soumission des universités à la quête de financement, à la concurrence et au pouvoir intrusif des entreprises.
- Pouvoir exorbitant des présidents.
- Augmentation des frais d'inscription des étudiants, remplacement des bourses par des prêts bancaires.
- Dans les pays les plus « avancés », réduction du nombre de cours en philosophie, lettres, sociologie, disciplines qui ont le tort de développer la pensée critique ; ou encore évolution du contenu d'enseignement faisant de ces disciplines des lieux d'adaptation néolibérale et non plus des lieux de débat contradictoire et de pensée critique.

Ce contre-sommet s'est conclu par une déclaration, qui se trouve sur le site de la Vague européenne (<http://www.vagueeuropeenne.fr/>), réseau organisateur du contre-sommet, composé essentiellement d'étudiants. Ses objectifs sont le développement d'un mouvement européen de résistance au processus

d'asservissement de l'enseignement supérieur et la mobilisation pour « une éducation libre, gratuite et émancipatrice ».

Prochain rendez-vous, le contre G8 éducation, du 17 au 19 mai 2009 à Turin. Puis, en perspective, une mobilisation en mars 2010, à l'occasion du Conseil européen des dix ans de la stratégie de Lisbonne. En vue de cette échéance, en France s'est constitué le collectif printemps 2010¹, initié par le SNESUP, SLR et Attac, avec pour objectif de développer un réseau européen d'organisations d'universitaires, de chercheurs ou d'étudiants, ainsi que d'associations intéressées. Il organise le 30 mai prochain, au Centquatre à Paris, une réunion publique faisant le point sur l'enseignement supérieur et la recherche dans différents pays européens, le matin, puis sur les résistances et la construction du réseau européen, l'après-midi.

Représenté à Louvain par certaines de ses organisations membres (Attac, le SNESUP, la Fondation sciences citoyennes...) le Collectif printemps 2010 (constitué d'organisations) est né indépendamment de la Vague européenne (constituée de personnes). Réciproquement la création de la vague européenne n'a pas à voir avec le Collectif printemps 2010. Mais d'emblée ces deux réseaux ont entretenu des rapports de dialogue et de soutien mutuel.

Marc Delepouve
Représentant du SNESUP au contre sommet de Louvain

Annexe

Contre sommet de Louvain/Bruxelles, du 25 au 29 avril 2009

Bilan des dix ans de Bologne, pays par pays

(Résumé des interventions, hormis celles portant sur la France).

Angleterre

Réforme :

- Les universités ne sont plus dirigées par des élus.
- Actuellement des cours sont supprimés en philosophie, sociologie...
- Les matières telles que la philosophie ou les sciences politiques subissent de la part des milieux de l'économie des pressions pour en faire des lieux ou outils d'adaptation et non pas de critique.
- L'enseignement de l'anglais langue étrangère est privatisé.
- Les universités sont financées par les étudiants à hauteur de 3000 livres en licence, et de 10 000 livres après la licence.
- Le problème des disciplines telles que la philosophie est que l'espoir de salaire à la sortie n'est souvent pas suffisant pour permettre des prêts étudiants.

¹ **Collectif « Printemps 2010 »** : Attac ; Fac verte ; Fédération CGT de l'éducation, de la recherche, et de la culture (FERC Sup-CGT) ; Fondation sciences citoyennes ; Sauvons la recherche (SLR) ; Sauvons l'université (SLU) ; Sud éducation, Sud étudiants, Sud recherche ; Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) ; Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP-FSU) ; Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (SNTRS-CGT) ; Union nationale des étudiants de France (UNEF) ; Union des familles laïques (UFAL). Ce collectif milite notamment « *contre la mise en marché des activités éducatives et scientifiques, contre la mise en compétition généralisée des populations et des territoires, pour un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, démocratique et émancipateur* ». Voir l'appel fondateur du collectif <http://groups.google.fr/group/collectif-printemps-2010/web/appels> .

- Le logement social étudiant est privatisé.

Mobilisations :

- Lors de son dernier congrès, le principal syndicat étudiant a décidé d'abandonner le principe de la gratuité des études.
- Il est difficile de mobiliser les étudiants, d'autant qu'ils sont dans une démarche de financement de leurs études, de nature investissement individuel, qui a pour conséquence une occupation à plein temps de leurs journées. D'une phrase, certains résume la situation : « Les étudiants de la classe moyenne doivent bosser dans les bars pour étudiants riches ».

Espagne

En 2004 la LOU initie la libéralisation/privatisation :

- « autonomie » comme en France et gestion financière par les établissements,
- Sélection à l'entrée,
- Développement du pouvoir des entreprises dans les décisions.

En 2005 la gauche nouvellement arrivée au pouvoir stop la LOU, puis sous couvert d'Europe amorce une relance du contenu de la LOU.

Les masters donnent lieu à des droits d'inscriptions qui sont fonction de l'offre et de la demande : plus un master est demandé, plus il est cher.

Danemark

- Non seulement les études sont gratuites mais elles donnent lieu à une rémunération : 600 euros par mois sur une période maximale de six ans. En février 2009 des manifestations se sont opposées à une réduction de cette période à 4 ans.
- Les études sont aussi gratuites pour tous les étudiants de l'Union européenne. Jusqu'à il y a deux, elles étaient gratuites pour tous les étudiants du monde. L'enseignement est en danois.
- L'intrusion des entreprises dans les universités est de plus en plus importante. Notamment, auparavant les onze membres des CA étaient ou personnels ou étudiants et actuellement c'est 2 étudiants, 2 enseignants, 1 BIATOS, 6 représentants d'entreprises.
- Le gouvernement vient d'autoriser les universités privées.
- Actuellement une mobilisation porte contre l'appropriation (brevets) par des entreprises des découvertes universitaires.

Italie

Bilan : Quelques chiffres de l'OCDE (2006) :

- Pourcentage d'étudiants bénéficiant d'un logement social : Danemark, 20% ; Suède, 17% ; Allemagne, 10%, ; France, 8% ; Italie, 1,7%.

- Dépense pour l'enseignement supérieur :
Union européenne, 1,2% ; Italie, 0,8%.

- Dépense pour la recherche, c'est en Italie environ la moitié de la moyenne européenne.

- Nombre d'enseignants du supérieur :
Allemagne, 115 000 ; Grande Bretagne, 126 000 ; France, 77 000 ; Italie, 50 000.

Frais d'inscription en 2006 : 1 800 euros. Mais depuis le gouvernement a donné aux universités l'autorisation de devenir de droit privé, d'où des frais d'inscription libre. Lequel est en fait rendu obligatoire par la baisse du financement de l'Etat. Ainsi les études de lettres à Florence donneront lieu à des frais d'inscription de 8 000 euros à partir de 2009.

Dès 1999 le LMD fut mis en œuvre. En 2004 (gouvernement Berlusconi) une loi similaire à la LRU a été votée.

Réforme de l'école primaire, loi de 2008 :

- Retour de l'uniforme pour les élèves.
- Enseignement de la religion catholique.
- Suppression de l'école l'après midi.
- Suppression des écoles de petite taille.
- Retour à un instituteur par classe. Depuis les années 90, afin que les élèves bénéficient d'une pluralité d'approches, les enfants avaient plusieurs profs.
- Un pan de la réforme a été retiré : la séparation des élèves italiens et des migrants.

Par ailleurs, seulement un tiers des départs à la retraite de fonctionnaires est remplacé. Se développe « en contre partie » la précarité.

Mobilisation 2008 ; début octobre, des enseignants d'une école occupent leur école. De là s'est enclenché une mobilisation de tout l'enseignement. Mais les vacances de Noël verront la fin du mouvement.

Belgique

Il n'existe pas de syndicat étudiant en Belgique. L'enseignement supérieur y est communautaire : francophone / flamand.

Les universités sont déjà autonomes depuis plusieurs années. Les financements sont de 80 à 90 % d'Etat. En Belgique francophone les trois grosses universités sont en train d'absorber les petites qui gravitaient autour.

800 euros d'inscription en Belgique francophone.

Accroissement de la concurrence : les universités s'arrachent les étudiants, dont les internationaux.

Les étudiants ne sont pas conscients de ce qui se passe dans leurs universités.

Université catholique de Louvain-la-Neuve : LMD en place depuis 5 ans.

Université libre de Bruxelles (ULB, publique), lieu du contre sommet :

- La philosophie et les lettres sont les plus visées par les réformes de l'ULB. En philo, passage de 20 cours par an à 12.
- Les objectifs stratégiques (officiels) du recteur de l'université : 1. Etre bien rangé dans les classements ; ... ; Dernier objectif, penser la société.
- La clef de répartition des finances en fonction du nombre d'étudiants est étendue à la nomination des profs. Par exemple UN pour les lettres, DEUX pour les sciences, TROIS pour les sciences appliquées. Si bien que mécaniquement le nombre d'enseignants en lettres va en décroissant, d'où la fermeture de cours et/ou des effectifs pléthoriques.
- Solvé, l'homologue d'HEC Paris, fonctionne telle une entreprise. Elle a été fusionnée avec la fac d'économie de l'ULB. Si bien que cette fac possède maintenant des chaires privées (marchand de bière, etc.).

Deux étudiants de l'ULB ont participé très activement à la préparation du présent contre sommet. Dont l'animateur de groupe Attac campus de l'université, lequel rassemble 20 étudiants (ce qui est exceptionnel en Belgique).

Allemagne

Bilan

- Les frais d'inscription n'ont dans un premier temps porté que sur les dernières années d'études longues. 2005 amorce une généralisation à l'ensemble des années. Aujourd'hui cette généralisation touche 6 régions sur 16.
 - Les universités allemandes ont un Sénat : 8 étudiants, 8 enseignants, 5 BIATOS. Mais le président est nommé par une autre instance, et le renforcement du pouvoir du président à marginalisé le Sénat.
 - Le mode de gestion type LRU à entraîné une modification de l'esprit du savoir enseigné.
 - De plus en plus de connections avec l'entreprise, ce qui entraîne des spécialisations telles que l'armement.
 - Droite/gauche poursuivent le processus de privatisation des universités.
- Mobilisation :
- 2001, lutte, grève, manifestation de colère ;
 - 2005, lutte plus pacifique ;
 - 2006, blocage d'autoroutes, de centres commerciaux (les mobilisations contre le CPE ont inspiré les étudiants allemands).

Bilan général exprimé par de nombreux intervenants : le mouvement est déjà européen, car beaucoup de pays d'Europe y ont participé. Il lui reste à s'organiser à ce niveau. Ce qui est l'objet de la vague européenne.